

**administration  
des entreprises**

**droit  
des affaires**

**René et Jean Savatier  
Jean-Marie Leloup**

**5<sup>e</sup> édition**

**éditions Sirey**

# droit des affaires

**René Savatier**

Doyen honoraire de la Faculté de Droit  
et des Sciences économiques de Poitiers

**Jean Savatier**

Professeur à la Faculté de Droit  
et des Sciences sociales de Poitiers  
Directeur de l'Institut d'Administration des Entreprises

**Jean-Marie Leloup**

Avocat à la Cour de Poitiers  
Professeur à l'Institut d'Administration des Entreprises  
Directeur de l'Ecole Supérieure de Commerce

5<sup>e</sup> édition  
1977



**éditions Sirey**

22, rue Soufflot 75005 Paris



# TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE.....	1
--------------	---

## CHAPITRE PRÉLIMINAIRE INITIATION AU DROIT DES AFFAIRES

### Section I. — Pourquoi parler du droit des affaires ?

1. Ce qu'est le droit des affaires.....	3
2. Il s'agit d'apprendre à lire juridiquement les affaires.....	3
3. Le droit des affaires ne se borne pas au droit commercial.....	4

### Section II. — Apprendre à lire juridiquement l'affaire

4. Éviter une image caricaturale du droit.....	4
5. Prendre conscience de la vie du droit dans le courant des affaires.....	5
6. Percevoir l'efficacité tacite du droit.....	5
7. Le droit, expression de la liberté.....	5

### Section III. — Savoir utiliser le droit comme outil des affaires

8. Comprendre les ressources de la technique juridique.....	6
9. Savoir user des avantages et éviter les dangers de ces techniques.....	6
10. Savoir choisir dans la gamme des techniques juridiques.....	7
11. Règle de droit, et sécurité.....	7

### Section IV. — Accepter la technique et les disciplines du droit comme conditions de l'ordre dont profitent les affaires

12. L'homme d'affaires en tant que profane.....	7
13. Les rapports de l'homme d'affaires avec les techniciens du droit.....	8
14. L'homme d'affaires et la discipline que le droit impose.....	8
15. L'indiscipline instinctive de l'homme d'affaires français.....	9
16. L'habileté dans la discipline.....	9

### Section V. — Éviter la sclérose

17. Le danger de sclérose et ses causes.....	9
18. La sclérose juridique de l'Administration.....	10
19. La direction juridique de l'Économie par l'État.....	10
19 bis. Le Plan et les entreprises.....	10
20. Maintien nécessaire de l'initiative et de l'effort.....	11

PREMIERE PARTIE  
LE VISAGE DU DROIT POUR LES HOMMES D'AFFAIRES

CHAPITRE I  
LA LOI

21. La loi, source du droit des affaires .....	15
<b>Section I. — Rôle et qualités de la loi</b>	
22. La loi et la sécurité en affaires .....	15
23. La non-rétroactivité des lois .....	16
24. La généralité nécessaire de la loi .....	17
25. Les tentations du juge, et de l'homme d'affaires lui-même .....	17
26. Le caractère obligatoire de la loi et ses sanctions .....	17
27. Suite : la condamnation pénale .....	18
28. Suite : la force exécutoire d'une condamnation à suivre la loi .....	18
29. Suite : les nullités et résolutions .....	18
30. Suite : la responsabilité civile .....	19
31. L'adaptation de la loi à la conjoncture .....	19
32. La nature de la loi .....	20
<b>Section II. — Le bon usage de la loi dans les affaires</b>	
33. La souplesse de l'usage de la loi .....	20
34. L'usage des lois interprétatives ou supplétives de volonté .....	20
35. Mais dans le respect de l'ordre public .....	20
36. Choix réfléchi entre les techniques légalement efficaces .....	20
<b>Section III. — Les dessous de la confection de la loi</b>	
37. Comment les milieux d'affaires l'influencent-ils? .....	21
38. L'influence des milieux d'affaires sur les élections .....	22
39. L'influence des milieux d'affaires sur le travail législatif et réglementaire .....	23
<b>Section IV. — Comment connaître la loi</b>	
40. Où trouver les lois dont on a besoin? .....	23
41. Connaître la loi assez vite! .....	23
<b>Section V. — La hiérarchie des textes réglementaires</b>	
42. La Constitution .....	24
43. La loi proprement dite .....	24
44. Les décrets .....	25
45. Les arrêtés .....	25
46. Les délégations de pouvoirs .....	25
47. Les ordonnances .....	26
48. Autres actes-règles .....	26
49. Les traités internationaux .....	26
49 bis. Le traité de Rome et la Communauté Économique Européenne .....	27
50. Les circulaires et les réponses ministérielles .....	27
51. Les actes-règles d'origine privée .....	27

51 bis. Les pouvoirs publics reconnus à des groupes privés, et la négociation entre eux et l'État d'actes règles obligatoires .....	28
---	----

### Section VI. — Les codifications modernes

52. Raison des codifications .....	29
53. Méthode et autorité des codifications .....	29

## CHAPITRE II

### LA JURISPRUDENCE

54. La jurisprudence en général .....	31
55. La jurisprudence au sens propre : celle des tribunaux .....	32
56. La Cour de cassation et la formation de la jurisprudence .....	32
57. La jurisprudence des tribunaux de commerce .....	33
58. Où trouver la jurisprudence ? .....	34

## CHAPITRE III

### LA RICHESSE ET LES BIENS

59. Droit et Économie politique .....	35
---------------------------------------	----

#### Section I. — La distinction entre meubles et immeubles

60. Sa raison d'être et son extension abusive .....	36
61 <i>bis</i> . Nouvelles figures des biens corporels meubles ou immeubles .....	37
62. Biens corporels et biens incorporels .....	38
63. Fortune immobilière et fortune dite mobilière .....	38
64. Les malfaçons qu'une antique distinction apporte dans le droit des affaires .....	39

#### Section II. — Droits réels et droits personnels

64. Principe de la distinction .....	40
64 <i>bis</i> . Les biens abstraits, qui ne sont ni des droits réels, ni des créances .....	41
65. Droits qui sont, à la fois, réels et personnels .....	41
66. Cas d'incorporation d'un droit personnel dans un titre écrit et concret .....	41
67. Exemples classiques de droits réels .....	42
68. Exemples classiques de droits personnels .....	42
68 <i>bis</i> . La plasticité et la durée de la créance .....	43
69. Les créances de services .....	43
70. Le capital et le travail .....	44

#### Section III. — Diversité des biens incorporels

71. Les biens de l'entreprise .....	44
72. Les biens constitués par des monopoles .....	45
73. Suite : Exemples de monopoles commerciaux usuels : ceux des pharmaciens et des transporteurs routiers .....	45
74. Suite : Monopoles accordés aux inventeurs et aux auteurs .....	46
75. Les clientèlees .....	47
76. Suite : la dépersonnalisation de la clientèle des entreprises non commerciales .....	47
77. Suite : la clientèle des représentants de commerce .....	48
78. Les parts sociales et actions de sociétés .....	48
79. Les universalités .....	48

**Section IV. — Le patrimoine**

80. Le patrimoine actif et passif .....	49
81. La mise en œuvre du patrimoine en cas de cessation de paiements d'un commerçant .....	49
82. Les scissions du patrimoine .....	49
83. La subrogation réelle .....	50

**Section V. — La valeur comptable vue par les juristes**

84. Effort d'abstraction technique y discernant la substance de tout bien patrimonial .....	51
85. La réaction du Code civil de 1804 .....	51
86. L'importance de la technique comptable dans la vision du droit des biens .....	52
87. La technique comptable, expression conjuguée des réalités juridiques et économiques .....	52

**DEUXIEME PARTIE****LES PARTICIPANTS AUX AFFAIRES****CHAPITRE I****LE PARTICULIER****Section I. — Utilité de connaissances juridiques**

88. Le particulier et son crédit .....	55
--	----

**Section II. — L'identification et la signature**

89. L'identification .....	56
90. La signature .....	56

**Section III. — La capacité**

91. Le mineur .....	57
92. L'acte d'administration .....	57
93. Les autres incapables .....	58
94. Le mineur homme d'affaires .....	58

**Section IV. — Le domicile**

95. L'utilité de le connaître .....	59
96. Le domicile élu .....	59
97. Le domicile général .....	59
98. Le domicile apparent .....	60
99. Les domiciles légaux ou spéciaux .....	60

**Section V. — Le crédit et la solvabilité**

100. Ce qu'est ici le crédit .....	60
101. Le recours aux agences de renseignements .....	61
102. La surveillance constante de la solvabilité du correspondant .....	61

**Section VI. — Les événements de la vie privée et l'entourage du débiteur**

103. Le décès du débiteur .....	62
104. Le mariage du débiteur et ses avantages .....	63
105. Mais aussi ses inconvénients ! .....	63
106. Les affaires conclues avec un époux séparé de biens .....	63
106 bis. Les affaires conclues avec un époux commun en biens .....	64

**Section VII. — Le groupement d'intérêt économique**

107. Nature et liberté de l'institution .....	65
107 bis. L'entrée de l'institution dans la pratique .....	66
107 ter. Les dangers à éviter .....	66

## CHAPITRE II

**LES PERSONNES MORALES PRIVÉES  
LES SOCIÉTÉS****Section I. — Principes généraux**

107 quater. Qu'est-ce qu'une personne morale ? .....	68
108. Personnes morales de droit public et personnes morales de droit privé .....	69

**Section II. — Les sociétés en général**§ 1. — *Personnalité des sociétés*

109. Définition .....	69
109 bis. La réforme du droit des sociétés .....	69
110. Personnalité morale externe .....	71
110 bis. Exception à la personnalité morale, les sociétés en participation .....	71
111. Personnalité interne de la société .....	72

§ 2. — *Utilité et danger des sociétés*

112. Les motifs pour constituer une société .....	72
113. L'égalité virtuelle des associés .....	73
114. La puissance créatrice de la société .....	73
115. L'intérêt des associés .....	74
116. La société personne morale et le fisc .....	74
117. Les sociétés de famille .....	74
118. La limitation possible de la responsabilité de l'associé .....	75
119. La plasticité de la société pour l'organisation des entreprises .....	75
120. Les écheveaux des filiales et des participations .....	76
121. Utilité et abus des filiales .....	77
122. Groupes de sociétés et notion d'entreprise .....	77
122 bis. Présentation comptable des résultats du groupe .....	78
123. Le fisc et les groupes de société .....	78
124. Abus possible d'une personnalité artificielle de la société .....	79

§ 3. — *Sociétés de personnes et sociétés de capitaux*

125. Principe de la distinction .....	79
126. Conséquences pratiques de la distinction .....	80
127. Différences de structures des deux sortes de sociétés .....	80
128. Les ponts jetés d'une catégorie de sociétés à l'autre : la société à responsabilité limitée .....	81
129. Suite : l'introduction, dans certaines sociétés de capitaux, d'un contrôle des personnes .....	81
130. Suite : l'atténuation du caractère personnel de certaines sociétés de personnes ...	81

§ 4. — *La société en tant que contrat et la société en tant qu'institution*

131. La coexistence des deux points de vue .....	82
132. Le contrat de société .....	82
132 bis. Les apports .....	82
133. Distinction du capital et de la fortune d'une société .....	83
133 bis. Substitution de parts sociales aux apports dans la fortune des associés .....	83
134. L'« affectio societatis » .....	84
135. Participation de tout associé aux bénéfices et aux pertes .....	85
136. Distinction de la société et de l'association .....	85
137. La société en tant qu'institution ; la vie sociale .....	85
138. Vie interne et organes de la société .....	85
139. Plasticité de la vie sociale .....	86
139 bis. Durée de la société .....	86
140. La dissolution de la société .....	86
140 bis. Fusion de sociétés .....	87
140 ter. La nullité d'une société et l'existence possible d'une société de fait .....	88

**Section III. — La société civile**

141. Sociétés civiles et sociétés commerciales .....	89
142. Régime des sociétés civiles .....	89
142 bis. Types particuliers de sociétés civiles. ....	90
143. Importance des sociétés civiles .....	90

**Section IV. — La société en nom collectif**

143 bis. Caractères .....	91
---------------------------	----

§ 1. — *La structure*

144. Les statuts .....	91
145. La raison sociale .....	92
146. Gérants .....	92
146 bis. Pouvoirs des gérants .....	92

§ 2. — *La vie sociale et sa publicité*

147. Publicité de la société .....	93
148. Exercices annuels .....	94
149. Le partage des bénéfices .....	94
150. Le régime fiscal des bénéfices sociaux : le principe des sociétés de personnes .....	94
151. L'option possible en faveur du régime fiscal des sociétés de capitaux .....	95
152. Les avantages cachés de ce régime en principe désastreux .....	95

§ 3. — *Dissolution et liquidation*

153. L'apurement du passif social .....	96
154. Problèmes fiscaux .....	96
155. Régime de la réserve spéciale de réévaluation .....	96
156. Faveur faite aux sociétés de famille .....	97
157. Le décès ou la faillite d'un associé .....	97

**Section V. — Les sociétés en commandite par intérêts**

158. Structure .....	98
159. L'équilibre du contrat .....	98
160. Le commanditaire peut être salarié .....	98

**Section VI. — Les sociétés à responsabilité limitée**

§ 1. — *Aspect général*

161. Caractères .....	99
162. L'insuffisance fréquente du capital .....	99
163. Commercialité .....	100

§ 2. — *Structure*

164. Le capital .....	100
165. Les gérants .....	100
166. Les assemblées d'associés .....	101
166 bis. Les commissaires aux comptes .....	101

§ 3. — *Vie de la société*

167. Simplicité du fonctionnement .....	101
168. La naissance de la société .....	102
169. La publicité exigée .....	102
170. Les transferts de parts .....	102
171. L'administration de la société et le contrôle des gérants .....	103
172. Les comptes annuels et le sort des bénéficiaires .....	103
173. Problèmes fiscaux .....	104
174. Dissolution ou transformation .....	106
174 bis. Faillite de la société .....	106

**Section VII. — Les sociétés par actions**§ 1. — *Physionomie générale*

175. Importance dans les affaires : sociétés anonymes et commandites par actions ...	106
176. Plurivalence de la société anonyme .....	107
177. Qui mène la société anonyme? .....	108
177 bis. Les droits de la minorité .....	109
178. Les pouvoirs publics et la protection des actionnaires .....	109

§ 2. — *Les valeurs mobilières, traduisant les droits que crée la société par actions*A. — *L'action* .....a) *L'action dans les affaires* .....

179. La mobilité de l'action .....	110
179 bis. Les clauses d'agrément et de préemption .....	110
180. L'action en tant que refuge contre la dépréciation monétaire .....	111
181. L'action en tant que moyen de spéculation .....	111
181 bis. L'action dans le portefeuille des investisseurs institutionnels .....	111
182. L'action comme moyen de puissance .....	111
183. Le cours des actions .....	112
184. L'impossibilité de réaliser sans perte la fortune de la société .....	112

b) *Les profits de l'actionnaire* .....

185. Les revenus de l'action .....	113
186. Le bénéfice des droits de souscription .....	113
187. La distribution d'actions gratuites .....	114
188. L'autofinancement et la situation des actionnaires .....	115
189. Les aspects fiscaux de la politique de distribution des bénéfices par les sociétés ..	115
190. Quelle est l'ampleur totale des profits des actionnaires? .....	115
191. Cas des actionnaires des petites sociétés anonymes .....	116

c) *La diversité des actions* .....

192. Actions au porteur et actions nominatives .....	116
193. Actions en S.I.C.O. V.A.M. ....	116
194. Actions de priorité et actions ordinaires .....	117
195. Actions de jouissance et actions de capital .....	117
196. Actions d'apport et actions de numéraire .....	117
197. Actions de garantie appartenant à des administrateurs .....	118
198. Actions à vote plural .....	118
198 bis. Actions distribuées aux salariés .....	118

B. — *Les autres titres émis par les sociétés par actions* .....

199. Différence de nature entre ces titres et les actions .....	119
200. Les parts de fondateurs .....	119

201. Les obligations, et le financement des investissements .....	119
202. Les obligations convertibles en actions .....	120
203. L'organisation de la collectivité des obligataires .....	121
§ 3. — <i>Les organes de la société par actions</i>	
A. — <i>Les assemblées</i> .....	
204. L'assemblée des actionnaires, organe fondamental de la société .....	121
205. Traits communs des assemblées .....	122
206. L'organisation pratique de l'assemblée .....	122
207. La lutte des « groupes » .....	123
208. Les assemblées extraordinaires .....	123
209. Les assemblées ordinaires .....	123
210. L'information des actionnaires .....	124
B. — <i>Le conseil d'administration</i> .....	
211. Caractère collégial .....	124
212. Désignation des administrateurs .....	124
213. Comment sont choisis les administrateurs? .....	125
214. Précarité du mandat .....	125
215. Délégués du comité d'entreprise au conseil d'administration .....	125
216. Les pouvoirs du conseil d'administration .....	126
217. La rémunération des administrateurs .....	126
218. Responsabilité des administrateurs .....	127
219. Cas de cessation des paiements de la société .....	127
220. Les conventions entre la société et ses administrateurs .....	127
221. Organisation des délibérations du conseil .....	128
C. — <i>La Direction de la société</i> .....	
222. Organisation de la direction générale .....	128
223. Rapports entre la direction générale et le conseil d'administration .....	129
224. La responsabilité du président-directeur général .....	129
225. La rémunération de la direction générale .....	130
226. Le cumul des fonctions d'administrateur et de directeur .....	130
D. — <i>Variante dans l'organisation de la société anonyme</i> .....	
226-1. Un nouveau type de société anonyme .....	131
226-2. Le directoire .....	131
226-3. Le conseil de surveillance .....	131
226-4. Le rôle de l'assemblée générale .....	132
E. — <i>Les commissaires aux comptes</i> .....	
227. Nécessité d'un contrôle impartial des comptes .....	132
228. Rôle des commissaires aux comptes .....	133
229. Responsabilité des commissaires .....	133
§ 4. — <i>La vie des sociétés par actions</i>	
A. — <i>La constitution de la société anonyme</i> .....	
230. Modes divers de constitution .....	133
231. Rôle du notaire .....	134
232. Rôle des banques .....	134
233. Les fondateurs et l'élaboration des statuts .....	134
234. La souscription des actions de numéraire .....	134
235. Les apports en nature et leur évaluation .....	135
236. L'assemblée constitutive .....	135
237. Les formalités de publicité .....	135
B. — <i>Le déroulement de la vie sociale</i> .....	
a) <i>La vie courante</i> .....	
238. Le rythme de la vie sociale .....	136
239. Les comptes, et leur plasticité relative .....	136

240. Les réserves officielles .....	137
241. Comment se répartissent les bénéfices .....	137
b) <i>Les événements graves de la vie sociale</i> .....	138
242. Caractère impersonnel .....	138
243. Augmentations de capital .....	138
244. Diminution de capital .....	139
245. Fusions de sociétés .....	139
245 bis. Régime fiscal des fusions .....	140
246. Dissolution .....	140

### Section VIII. — Sociétés diverses

247. Variété des besoins et des techniques .....	141
§ 1 — <i>Sociétés d'objet quelconque mais de technique spécialisée</i>	
248. Sociétés à capital variable .....	141
249. Coopératives en général .....	142
250. Suite : Coopératives de production et coopératives de consommation .....	142
251. Suite : le statut fiscal des coopératives .....	143
252. Suite : législation coopérative .....	143
§ 2. — <i>Sociétés spécialisées par leur objet</i>	
253. Sociétés d'investissement .....	144
254. Sociétés de développement régional .....	145
255. Sociétés destinées à la construction d'immeubles .....	145
255 bis. Sociétés ainsi nommées par usurpation de langage .....	145

## CHAPITRE III

### LES PERSONNES PUBLIQUES DANS LES AFFAIRES

#### Section I. — Importance pratique des affaires conclues avec la puissance publique

256. Importance générale .....	146
257. Catégories .....	146

#### Section II. — La puissance publique chez l'Administration qui est votre partenaire en affaires

258. Le danger apparent de passer contrat avec la puissance publique .....	147
259. La juridiction du Conseil d'État .....	147
260. Maintien d'attributs de souveraineté .....	147

#### Section III. — Les entraves paralysant, en affaires, les administrations

##### § 1. — *Les maladies de la puissance publique*

260 bis. Arbitraire de ses faveurs .....	148
261. Les influences et les groupes de pression .....	149
262. Le climat de défiance .....	149

##### § 2. — *La tutelle administrative*

263. Le principe .....	150
264. Complication de cette tutelle .....	150

§ 3. — *La tutelle financière et les règles de la comptabilité publique*

265. Le siège de la tutelle financière .....	150
266. Le préalable budgétaire .....	151
267. L'ordonnateur et le payeur .....	152
268. Comment s'ordonne un paiement .....	152
269. L'attitude du « payeur » .....	152
270. Le danger des contrôles assurés de haut et de loin .....	153

§ 4. — *Le principe de l'adjudication*

271. La nécessité ancienne de l'adjudication .....	154
272. L'égalité et la rigidité de l'adjudication .....	154
273. Les limites du principe d'adjudication et ses exceptions .....	155

**Section IV. — Le domaine privé et le domaine public**

§ 1. — *Le domaine privé*

274. Appartenance aux règles du droit civil .....	156
275. Le rôle de l'Administration des Domaines .....	156
276. Autres services compétents .....	156

§ 2. — *Le domaine public*

277. Étendue .....	156
278. Les concessions .....	157
279. Les permissions .....	157
280. La circulation des deniers publics .....	157
281. Les régies .....	158

**Section V. — Les marchés publics**

282. Règles générales .....	158
283. Marchés de fournitures ou de services .....	159
284. Marchés d'études .....	159
285. Marchés de travaux publics proprement dits .....	159
286. Théorie de l'imprévision .....	160
287. Les clauses d'indexation .....	160
288. Les clauses de facilité .....	161
289. Le financement des marchés par les entreprises .....	161
290. L'exécution des marchés de travaux publics .....	161
291. Concessions d'exploitation de travaux publics .....	162

**Section VI. — Procédés employés en affaires pour alléger le fonctionnement de la machine administrative**

292. Leur utilité .....	162
293. Recours à une association .....	162
294. Recours à une société .....	163

**Section VII. — Les entreprises publiques**

295. Les caractères économiques de l'entreprise publique .....	163
296. Le développement progressif des entreprises publiques .....	164
297. Les nationalisations .....	165
298. Les traits de puissance publique que conserve l'entreprise publique .....	165
299. Les bénéfices de l'entreprise publique .....	166
300. L'entreprise publique dans la vie commerciale .....	166
300 bis. L'entreprise publique moyen d'économie dirigée .....	167
301. Le contrôle des entreprises publiques .....	167

## CHAPITRE IV

**LA REPRÉSENTATION JURIDIQUE DES PARTICIPANTS AUX AFFAIRES**

302. Importance .....	168
303. La représentation par mandat .....	169
304. La théorie du mandat apparent .....	169
305. La vérification des pouvoirs .....	169
306. La révocabilité du mandat .....	170

## CHAPITRE V

**LE COMMERÇANT****Section I. — Vue générale et caractère périmé de notre droit positif**

307. Le « commerçant » et les « affaires » .....	171
308. Le commerce et l'aventure .....	171
309. Le commerce, l'agriculture et l'entreprise .....	172

**Section II. — Caractères juridiques propres des affaires commerciales**

310. A. — Compétence judiciaire .....	173
311. B. — Régime de l'insolvabilité .....	173
312. C. — Régime des preuves et comptabilité ; prescription .....	174
313. D. — Existence d'un fonds de commerce et d'une propriété commerciale .....	174
314. E. — Capacité d'être commerçant .....	174
315. F. — Régime de publicité. Le registre du commerce .....	174
316. Suite : organisation de la publicité .....	175
317. Suite : force probante .....	176
318. G. — Régime fiscal .....	176
318 bis. La présentation des bilans et son incidence fiscale .....	177

**Section III. — Détermination des actes de commerce donnant à un commerçant sa qualité**

319. Le commerçant est celui qui fait habituellement des actes de commerce, c'est-à-dire, en principe, des achats pour revendre .....	178
320. Objet de l'achat pour revendre .....	178
321. Entreprises commerciales par leur objet .....	179
322. Distinction implicite de quatre grandes catégories d'entreprises indépendantes ..	179
323. La théorie de l'accessoire .....	180
324. Actes mixtes .....	180

## CHAPITRE VI

**L'ENTREPRISE**

325. Difficulté d'intégrer dans le droit un concept d'origine économique .....	182
--	-----

**Section I. — Qu'est-ce que l'entreprise?**

326. Les sens juridiques divers du mot « entreprise » .....	182
327. L'entreprise considérée comme un acte isolé .....	182

328. L'entreprise confondue avec un bien-universalité .....	183
329. L'entreprise personnalisée .....	183
330. Unité ou pluralité d'entreprises sur la tête d'une même personne .....	184
330 <i>bis</i> . Groupements et solidarité des entreprises .....	184
331. Distinction de l'entreprise et du fonds de commerce .....	185
331 <i>bis</i> . Comment se cède une entreprise .....	185
331 <i>ter</i> . L'entreprise dans le monde social .....	185

### Section II. — Classification sommaire des entreprises

332. Diversité des entreprises suivant leur taille .....	186
332 <i>bis</i> . Statistique économique des entreprises .....	186
333. Les différences de point de vue entre les grandes, moyennes et véritablement petites entreprises, leurs projections juridiques .....	186
333 <i>bis</i> . L'avantage du consommateur .....	187
334. Les entreprises agricoles et les entreprises commerciales ; différences juridiques ..	187
335. L'entreprise dépendant d'une profession libérale .....	188

### Section III. — La constitution, la vie et la disparition de l'entreprise

336. La création de l'entreprise .....	188
337. La vie de l'entreprise .....	189
338. Les difficultés créées à l'entreprise par les changements de condition juridique du propriétaire .....	189
339. Disparition d'entreprises .....	189
340. Reconversion des entreprises et incitations de l'Économie dirigée .....	190
341. Causes juridiques de disparition des entreprises .....	190
342. Les dangers du partage, pour une entreprise en copropriété .....	191

## CHAPITRE VII

### LA PROFESSION

343. La sociologie et l'histoire .....	192
344. Réapparition et développement des groupements professionnels .....	192

#### Section I. — La profession liguée en face d'autrui

345. Les « ententes » en général .....	193
346. La forme des « ententes suspectes » .....	194
347. L'inculpation des « ententes » .....	194
348. Ententes verticales et horizontales .....	195
349. L'appréciation économique et ses sanctions .....	195
350. Exemples d'ententes admises .....	195
351. Caractères des ententes prohibées .....	196

#### Section II. — La profession, lieu de concurrence entre ses membres

352. Le climat de concurrence .....	197
353. L'inégalité dans la concurrence .....	197
354. La concurrence déloyale et ses sanctions .....	198
355. Suite : confusion provoquée dans la clientèle .....	198
356. Suite : dénigrement .....	199
357. Suite : détournement de secrets .....	199
358. Suite : détournement d'employés .....	199

359. Suite : manœuvres diverses .....	199
360. Suite : détournement de pouvoirs .....	200
361. Concurrence illicite .....	200
362. Solidarité des membres d'une profession et tendance au monopole ou à l'oligopole .....	200

### Section III. — La profession dans ses rapports avec l'État

363. Les commodités de l'organisation professionnelle pour l'État, et l'utilisation du syndicalisme .....	200
364. Les sociétés professionnelles .....	201
365. La tenue des marchés par les organisations professionnelles ou interprofessionnelles .....	202
366. Les délégations de pouvoirs faites aux organisations professionnelles et leur obligation de participer à l'économie dirigée .....	202
367. Établissement d'un droit disciplinaire de la profession .....	203

## TROISIÈME PARTIE

### LA STRUCTURE JURIDIQUE DES AFFAIRES

#### CHAPITRE I

##### ANALYSE JURIDIQUE D'UNE AFFAIRE

368. Les éléments de l'affaire .....	207
369. La réalisation, prise comme exemple, d'une affaire d'informatique .....	207
370. La gamme des techniques contractuelles classiques .....	208
371. Les inflexions nécessaires du droit commun contractuel .....	208
372. La standardisation du contrat d'informatique .....	210
373. La condition juridique du personnel techniquement utilisé .....	210
374. La condition juridique des biens corporels utilisés par l'informatique .....	211
375. La condition juridique des biens incorporels utilisés par l'informatique .....	211
376. La garantie due, en droit, par l'entreprise d'informatique .....	212
377. Sur qui pèse, en droit, la charge de l'entretien de la machine? .....	212
378. Les contrats d'assurance utiles à l'usager de l'informatique .....	213
379. La durée juridique des obligations et des droits nés des contrats d'informatique ; plasticité de ceux-ci .....	213
380. L'intégration de l'affaire dans la vie de l'entreprise .....	214
381. Vos cocontractants : les entreprises d'informatique .....	214

#### CHAPITRE II

##### L'ACTE JURIDIQUE : CONTRATS ET ACTES UNILATÉRAUX EN AFFAIRES

###### Section I. — L'acte unilatéral en affaires

382. Distinction entre l'acte unilatéral et le contrat .....	215
383. L'acte unilatéral dans les affaires .....	215
384. L'option .....	216
385. Le congé .....	216
386. Les renonciations .....	216

## Section II. — Les contrats en général

387. Le consensualisme et l'autonomie de la volonté .....	216
§ 1. — <i>Le consentement dans la conclusion de l'affaire</i>	
387 bis. Chez qui le consentement importe-t-il? .....	217
387 ter. Les contrats entre absents .....	217
388. Les vices du consentement .....	218
389. La lésion .....	219
390. Suite : distinction de la lésion et de l'imprévision .....	219
391. La violence .....	219
391 bis. Les « conditions générales » imposées par un fournisseur .....	219
§ 2. — <i>Le caractère licite de l'affaire</i>	
392. Le rôle de la cause d'une obligation .....	220
393. Exemples d'engagements de cause illicite .....	221
394. Impossibilité de dresser une liste complète des actes illicites .....	221
395. L'illicéité des affaires contraires à un monopole .....	221
396. En dehors des monopoles admis, illicéité des affaires méconnaissant la liberté du commerce .....	221
397. Illicéité des engagements perpétuels .....	222
398. L'illicéité de la portion de prix dissimulée au fisc .....	222
399. Suite : les manœuvres employées .....	223
400. Suite : les dangers des dissimulations .....	223
401. Autres conventions illicites .....	223
§ 3. — <i>Formes nécessaires à l'efficacité d'une affaire</i>	
402. Rappel et limites du principe consensualiste .....	223
403. La solennité de certains actes .....	224
404. Formalisme administratif .....	224
405. Formalisme de la preuve .....	224
406. Formalisme de publicité .....	225
407. Les conditions d'opposabilité aux tiers d'un acte juridique .....	225
408. Les intérêts généraux du formalisme .....	225
§ 4. — <i>Les nullités de contrats et leurs conséquences en affaires</i>	
409. Distinction de la nullité et de l'inopposabilité .....	225
410. Nullités absolues et nullités relatives .....	226
411. Exemple de difficulté : la vente à un prix illicite .....	226
412. Autre exemple : effets de la nullité d'un contrat de travail .....	227
413. La divisibilité ou l'indivisibilité des nullités .....	227
414. Applicabilité de cette distinction aux contrats pourvus d'une indexation nulle ..	227

## Section III. — Les effets des actes juridiques et les tiers

415. La relativité des contrats et ses limites .....	227
416. Les extensions sociales de l'obligation .....	228
417. Les actions directes .....	228
418. La prolongation d'obligations, au regard de tiers introduits dans le rapport social .....	228
419. L'obligation, pour les tiers, de ne pas se prêter sciemment à la violation d'un contrat .....	229
419 bis. Les tiers, les contrats simulés, et les contre-lettres .....	230
420. La distinction des tiers et des ayants-cause .....	230
420 bis. Stipulation pour autrui .....	230
420 ter. Contrats collectifs .....	230

**Section IV. — La classification des contrats et ses intérêts en affaires**

421. Les contrats d'affaires sont, généralement, à titre onéreux et synallagmatiques...	231
422. Contrats aléatoires et commutatifs .....	231

**CHAPITRE III****LA VENTE EN TANT QU'AFFAIRE**

423. Définition .....	232
-----------------------	-----

**Section I. — Des ventes à part de l'étude des affaires**

424. Ventes isolées .....	232
425. Ventes de produits monopolisés .....	232
426. Ventes publiques .....	233

**Section II. — La conclusion de la vente**

427. Liberté des parties .....	233
428. Les promesses de vente .....	234
429. La réalisation des ventes d'immeubles .....	234
429-1. Suite : les ventes d'immeubles ruraux .....	235
429-2. Suite : les ventes de terrains à bâtir .....	236
429-3. Suite : les ventes d'appartements ou d'étages .....	237
429-4. Suite : les ventes d'immeubles futurs .....	237
429 bis. Les ventes des meubles .....	239
430. La réalisation des ventes des créances .....	239

**Section III. — Les obligations des parties dans la vente**

431. Physionomie générale .....	240
432. Obligations du vendeur : livrer et garantir .....	240
433. Garantie des troubles et de l'éviction .....	240
434. Garantie des vices cachés .....	240
435. Garantie incidente, garantie principale .....	241
436. Obligations de l'acheteur : payer et prendre livraison .....	242
437. Limitation des prix des marchandises et des « services » par la loi .....	242
438. La politique des prix agricoles .....	243
439. Les sûretés garantissant le paiement du prix .....	244
440. L'acheteur doit prendre livraison .....	244
441. Transfert de propriété. — Difficultés de la location-vente de meubles .....	244
441 bis. Sécurité dans les termes de paiement et de livraison .....	245

**CHAPITRE IV****LES VENTES COMMERCIALES**

442. Leur importance dans la distribution et le « consumérisme » .....	247
--	-----

**Section I. — Les ventes au consommateur**§ 1. — *Les modalités de ces contrats destinées à stimuler les affaires*

443. La vente à crédit .....	248
444. Les ventes avec primes .....	250
445. L'attirance de la clientèle par des remises .....	251
446. La vente à boule de neige .....	251
447. Les ventes sous condition .....	251
448. Les ventes publicitaires .....	252
448 bis. La publicité inexacte .....	252
448 ter. L'information des consommateurs .....	253

§ 2. — *Les nouvelles méthodes de vente*

449. Grands magasins et vente en grandes surfaces .....	254
450. Technique et difficultés juridiques .....	256
451. La vente par correspondance .....	257
451 bis. La vente à domicile .....	257
452. La combinaison des conditions de vente, de transport et d'assurance .....	258
453. La charge des autres frais accessoires ; régie et emballage .....	258

**Section II. — Les circuits de distribution**

454. Fonctions des circuits de distribution .....	259
---	-----

§ 1. — *Le commerce intégré*

455. Formes du commerce intégré .....	260
456. Suite : les coopératives de consommation .....	261

§ 2. — *Les groupements d'entreprises de distribution*

457. Les groupements de commerçants détaillants .....	261
458. Les chaînes volontaires .....	262

§ 3. — *Le contrôle des entreprises de distribution par les producteurs*

459. La diversité de ses techniques juridiques .....	262
460. Le contrat de concession .....	264
460 bis. Le franchisage et le savoir-faire .....	265
461. Les réactions de l'ordre public économique .....	266

**Section III. — Les ventes commerciales mobilisant les droits des parties**

462. La technique de la mobilisation juridique du prix .....	267
462 bis. Le factoring ou affacturage .....	268
463. La technique de mobilisation juridique des marchandises immobilières .....	268
464. La technique de mobilisation juridique de marchandises qui voyagent .....	268
465. Les filières .....	269

## CHAPITRE V

**LE LOUAGE DANS LES AFFAIRES**

466. Les transformations modernes du bail .....	270
467. Plan adopté .....	271

**Section I. — Le louage comme objet d'affaires**§ 1. — *L'entreprise bailleuse d'immeuble*

468. Les affaires d'hôtellerie .....	271
469. Les locations en meublé .....	272

§ 2. — *L'entreprise intermédiaire*

A. — <i>Les professionnels</i> .....	272
469 bis. Professionnels du louage de meubles ; le leasing .....	272
469 ter. Les S.I.C.O.M.I. ....	274
470. L'agence immobilière .....	274
471. Les trois grandes catégories de baux immobiliers dans les affaires .....	275
471 bis. Concessions de jouissance d'immeuble .....	275
B. — <i>Caractère des affaires de baux d'habitation</i> .....	276
471 ter. Conjugalité .....	276
472. La loi du 1 <sup>er</sup> septembre 1948 .....	276
473. Le maintien dans les lieux .....	277
473 bis. Les reprises .....	277
474. Les échanges de logements .....	278
475. La détermination du prix du loyer .....	278
475 bis. Bail à construction .....	279
C. — <i>Les affaires de baux ruraux</i> .....	279
475 ter. Influence de la refonte des structures rurales .....	279
476. La nature des affaires traitées .....	280
477. Les affaires de reprises et de renouvellement .....	280
478. Les affaires de vente de biens affermés .....	281

**Section II. — Le droit au bail de l'entreprise commerciale**

479. La condition du preneur à bail commercial .....	282
480. L'entrée de la propriété commerciale dans le fonds de commerce .....	283
481. Le droit au bail en cas de gérance libre du fonds de commerce .....	284

## CHAPITRE VI

**LES AFFAIRES TRAITÉES  
PAR DES INTERMÉDIAIRES PROFESSIONNELS**

482. Actualité et importance du problème .....	285
--	-----

**Section I. — Les intermédiaires indépendants**§ 1. — *Les intermédiaires ayant la qualité de commerçants*

483. Les commissionnaires .....	286
484. Les courtiers .....	288
484 bis. Les entrepositaires et depositaires .....	288
485. Les agents d'affaires .....	289
486. Les intermédiaires de la publicité .....	289

§ 1. — *Les agents commerciaux*

487. Définition légale .....	290
488. La permanence du mandat de l'agent commercial .....	291
489. L'indépendance de l'agent commercial .....	291

490. La reconnaissance par la Jurisprudence du caractère d'intérêt commun du mandat .....	292
491. La consécration légale et l'extension de la protection de l'agent par le décret du 23 décembre 1958 .....	293
492. Le montant de l'indemnité .....	293
493. Les sociétés d'agence .....	294

### Section II. — Les représentants salariés

494. La conception légale .....	295
495. L'histoire du statut, sa justification et sa pratique .....	295
496. « Propriété de la carte » ? .....	296
497. La condition légale de salarié chez le V.R.P. ....	297
498. Les libertés reconnues à ces salariés .....	298
499. Les exclusivités de représentation .....	298
500. Les commissions « à l'indirect » .....	299
501. La détermination juridique des V.R.P. ....	299
502. Le plancher et le plafond légal de leur liberté .....	299
503. Leur droit virtuel sur la clientèle acquise .....	301
504. La convention collective nationale interprofessionnelle .....	301
505. Suite : l'indemnité n'est due que pour un accroissement de clientèle .....	302
506. Suite : conditions commandant l'indemnité .....	302
507. Le règlement des commissions .....	303
508. Rédaction du contrat de représentation .....	304
509. Conclusions sur les intermédiaires professionnels .....	304

## CHAPITRE VII

### LES PAIEMENTS ET LES COMPTES

#### Section I. — Les paiements

##### § 1. — Extinctions d'une dette

510. Le paiement au sens juridique large .....	306
--	-----

##### § 2. — Le paiement d'une somme d'argent au sens classique

511. A qui payer ? .....	307
512. Par qui le paiement d'argent peut-il être fait? La subrogation dans le paiement ..	307
512 bis. La facture .....	308
513. Preuve du paiement .....	308
514. Imputation des paiements .....	309
515. Monnaie de paiement .....	309

##### § 3. — Le paiement en monnaie de compte

516. Le paiement en monnaie scripturale .....	310
517. Instabilité de la monnaie fiduciaire et prime au débiteur .....	310
518. La tendance à l'indexation des créances et ses conséquences générales .....	310
518 bis. La tendance à la hausse des intérêts de la monnaie .....	311
519. Prohibition théorique de l'indexation .....	311
520. Les indexations légales subsistantes, ou plus tard créées .....	311
521. Les indexations conventionnelles .....	312
522. Les failles du texte .....	312
523. Les indexations en relation directe avec l'objet de la convention : examen de chaque catégorie de convention .....	312
524. Les indexations en rapport direct avec l'activité de l'une des parties .....	314

**Section II. — Les comptes et leur droit**§ 1. — *Droit et comptabilité*

525. Lien général entre droit et comptabilité .....	314
526. Double conception de la comptabilité .....	315
527. La reddition des comptes .....	315
528. Les passations en compte courant .....	315

§ 2. — *Le contrat de compte courant*

529. La généralisation des comptes courants .....	316
530. L'indivisibilité du compte courant .....	316
531. La passation et la contre-passation des effets en écritures .....	317
531 bis. Les virements .....	318

## QUATRIÈME PARTIE

**LES INSTRUMENTS DES AFFAIRES**

## CHAPITRE I

**LE FONDS DE COMMERCE****Section I. — Ce qu'est le fonds de commerce**

532. La notion française de fonds de commerce .....	321
533. Caractère mobilier du fonds de commerce .....	322
534. Fragilité du fonds de commerce, atténuée par l'incorporation du droit au bail ...	322

**Section II. — La vente du fonds de commerce**

535. Formalités légales .....	323
536. Pratique et frais .....	323
537. Publicité et opposition .....	324
538. Obligations des parties .....	324

**Section III. — Le nantissement du fonds de commerce**

539. Caractères .....	325
540. Publicité .....	325
541. Vigilance nécessaire du créancier .....	325

**Section IV. — La location-gérance**

542. Nature et développement .....	326
543. Les précautions légales actuelles .....	326

**Section V. — L'apport en société**

544. Indications générales .....	327
----------------------------------	-----

## CHAPITRE II

## GARANTIES DE PAIEMENT DANS LES AFFAIRES

## Section I. — Importance du crédit dans les affaires, et moyens de l'obtenir

545. De quoi dépend le crédit .....	329
546. La nécessité de garantir son crédit .....	330

## Section II. — Les différentes sortes de sûretés

547. Sûretés réelles et sûretés personnelles .....	330
548. Sûretés conventionnelles ou légales .....	331

## Section III. — Les sûretés réelles

§ 1. — *Caractères généraux*

549. Le droit de rétention .....	332
550. Le droit de préférence et le droit de suite .....	332
551. Le nantissement et l'hypothèque .....	332
552. La sûreté réelle en tant que bien incorporel et accessoire .....	332

§ 2. — *Les diverses sûretés conventionnelles en affaires*

553. L'usage, en affaires, de l'hypothèque immobilière .....	333
554. Usage du gage commercial .....	334
555. L'usage des hypothèques mobilières .....	335
556. Engagement d'instruments de travail .....	335
557. Engagement de marchandises et d'autres biens mobiliers .....	336
558. Suite : le warrant agricole .....	336
559. Suite : les autres warrants .....	337

§ 3. — *Les sûretés légales*

560. Catégories diverses .....	338
561. Privilèges favorables aux affaires .....	338
562. Privilèges grevant les affaires .....	338

## Section IV. — Les sûretés personnelles

563. Les dettes solidaires et indivisibles .....	339
564. Le cautionnement .....	339

## Section V. — Les saisies

565. Caractères de la saisie .....	340
566. L'injonction de payer .....	340
567. La saisie conservatoire .....	341
568. Les diverses saisies proprement dites .....	341
569. Conclusion .....	341

## CHAPITRE III

## LES EFFETS DE COMMERCE

## Section I. — L'effet de commerce en général

570. Définition .....	342
571. La clause à ordre et ses sécurités .....	342
571 bis. Les effets de commerce et les banquiers .....	343

## Section II. — Le chèque

572. Caractères généraux et usage .....	344
573. L'existence de la provision dans le chèque .....	344
574. L'exigibilité de la provision dans le chèque .....	345
575. La commodité du chèque .....	345
576. Le circuit du chèque se ferme entre banques .....	346
577. Insécurité relative du chèque pour le porteur .....	346
578. Les suites d'un chèque sans provision .....	346
579. Les formes de chèques bénéficiant d'une sécurité particulière .....	348
580. Suite : les chèques barrés .....	348
581. La circulation du chèque .....	349
582. Les mentions obligatoires du chèque .....	349
583. Présentation du chèque .....	349
584. Les accidents .....	349
585. La situation du banquier .....	350

## Section III. — La lettre de change

586. La nature de la lettre de change .....	351
587. Les avantages de la traite .....	351
588. L'acceptation et le transfert de la provision .....	352
589. L'obligation d'accepter .....	352
590. La traite de complaisance .....	353
591. Formes de la lettre de change .....	353
592. Le règlement à l'échéance .....	354

## Section IV. — Signatures portées par l'effet et purge des exceptions

593. L'endossement .....	354
594. Cas particulier de l'endossement pignoratif .....	355
595. L'aval .....	355
596. L'endossement-procuration .....	355
597. La purge des exceptions .....	356

## Section V. — Le billet à ordre

598. Caractères .....	356
-----------------------	-----

## Section VI. — L'exécution de l'effet et le protêt

599. Présentation à échéance, et protêt éventuel .....	357
600. Délais du protêt .....	358
601. Les recours et la publicité .....	358

CHAPITRE IV  
DROIT BANCAIRE

602.	Objet et transformations de la Banque .....	359
<b>Section I. — L'organisation française actuelle de la banque</b>		
603.	Les buts de l'organisation .....	360
604.	La nationalisation de la Banque de France et le développement de son rôle technique .....	360
<b>Section II. — Le régime général des banques</b>		
604 bis.	L'effectif limité de l'armée bancaire .....	362
§ 1. — <i>Le secteur dit privé</i>		
605.	Conditions générales exigées des banques .....	362
606.	La classification des banques .....	363
607.	Vieillessement de cette classification .....	363
608.	Les crédits à long et à moyen terme, et les effets de mobilisation .....	364
609.	Les banques d'affaires .....	364
610.	Le fonctionnement du contrôle juridique des banques : le Conseil national du Crédit .....	365
611.	Suite : la Commission de contrôle .....	366
§ 2. — <i>Le secteur public ou semi-public</i>		
611 bis.	Rôle général .....	367
612.	Banques à clientèle professionnelle .....	367
613.	Caisse des marchés .....	368
614.	L'extension de son domaine à l'utilisation des warrants industriels .....	368
615.	Le Crédit foncier .....	369
616.	La Caisse des dépôts et consignations .....	369
617.	Le Crédit national .....	369
618.	Banques d'opérations internationales .....	369
<b>Section III. — La collecte et la fécondation de l'argent</b>		
619.	La vocation du banquier .....	370
§ 1. — <i>La collecte de l'argent</i>		
620.	La collecte en général .....	370
621.	Suite : les dépôts en banque .....	371
622.	Les emprunts des banquiers .....	371
623.	Le flux d'argent des opérations diverses .....	372
§ 2. — <i>La fécondation de l'argent</i>		
624.	Le contrôle de l'emploi de l'argent .....	372
625.	Cas où le banquier n'est qu'un mandataire .....	372
626.	Le placement en titres .....	373
627.	L'escompte et les effets en pension .....	373
628.	L'ouverture de crédit .....	374
628 bis.	Les cartes de crédit .....	374
629.	Les prêts et la création d'effets financiers .....	375
630.	Les sûretés exigées par des banques pour leur garantie .....	375

## CHAPITRE V

## LES BOURSES ET LES NÉGOCIATIONS DE VALEURS MOBILIÈRES

## Section I. — Caractères généraux des bourses

631. La fixation des cours .....	377
632. La spéculation .....	378
633. Paralyse relative des bourses de commerce et intérêt diminué pour les bourses de valeurs .....	378
634. Le déclin d'importance des bourses françaises, et les arbitrages entre bourses françaises et étrangères .....	378
634 bis. La Commission des opérations de bourse .....	379

## Section II. — Organisation actuelle de la Bourse

635. Les agents de change et leur monopole .....	379
635 bis. Invitations aux opérations ; clubs d'investissements .....	380
635 ter. La régulation des cours par les agents de change .....	380
636. Les valeurs cotées .....	381
637. L'admission à la cote .....	381
638. Les clients de la Bourse .....	381

## Section III. — Les opérations de bourse

639. Police et technique de la rencontre des ordres de bourse .....	382
640. Le marché au comptant .....	383
640 bis. Les opérations publiques d'achat et les cessions de blocs de contrôle .....	383
641. Le marché à terme .....	384
642. Les reports .....	385

## Section IV. — Circulation générale des valeurs mobilières

643. La circulation des valeurs mobilières en dehors de la Bourse .....	386
644. L'entreprise et les placements en valeurs mobilières .....	386
645. Les opérations tendant à la participation à une affaire et à son contrôle .....	387
646. La technique de transmission de la propriété des titres .....	387

## CHAPITRE VI

## LES TRANSPORTS DANS LE DROIT DES AFFAIRES

647. Les entreprises de transport et les transports dans les entreprises .....	389
--	-----

## Section I. — Les entreprises de transport et leur coordination légale

648. Les types d'entreprises .....	390
649. Les moyens de transport et leur vocation respective .....	390
650. Nécessité d'une coordination .....	391
651. Le contingentement et l'entrée, dans les fonds de commerce des transporteurs, d'un élément de monopole .....	392
652. Le régime des entreprises de transport par rail .....	392
653. Le régime des entreprises de transport par route .....	393

654. Le régime des entreprises de transports fluviaux .....	394
655. Le régime des entreprises de transport aérien .....	394
656. Les entreprises de transport maritime .....	394

### Section II. — Les contrats des transporteurs

657. Définition .....	395
§ 1. — <i>Contrat de transport des personnes</i>	
658. Sources du droit et formation du contrat .....	395
659. Les obligations et la responsabilité du transporteur .....	396
§ 2. — <i>Règles générales du contrat de transport des marchandises</i>	
660. Le titre de transport .....	396
661. La responsabilité du transporteur .....	397
662. La situation du destinataire .....	398
§ 3. — <i>Les différentes sortes de contrats de transport des marchandises</i>	
663. Contrats de transports ferroviaires .....	398
664. Contrats de transports routiers de marchandises .....	399
665. Contrats de transports de marchandises par navigation intérieure .....	399
666. Contrats de transports aériens de marchandises .....	399
667. Contrats de transports de marchandises par mer .....	400
668. Les transports complexes et les commissionnaires de transport .....	401
669. Transports internationaux .....	401

## CHAPITRE VII

### LES INSTRUMENTS DE PREUVE EN AFFAIRES

#### Section I. — Importance de la preuve

670. La preuve préconstituée comme précaution d'hygiène dans les affaires .....	403
---	-----

#### Section II. — La preuve en général

671. Charge de la preuve .....	404
672. Présomptions légales .....	404
673. Liberté et formalisme de la preuve commerciale .....	405

#### Section III. — Les preuves préconstituées et leur hiérarchie

674. L'adaptation des preuves civiles à l'usage des affaires .....	405
675. L'acte authentique et les affaires .....	406
676. L'acte sous-seing privé et les affaires .....	406
677. La preuve par lettre-missive .....	407
678. La spécialisation de la preuve pour chaque catégorie d'affaires .....	408
678 bis. La date certaine .....	408

#### Section IV. — Preuves qu'il faut se ménager de certains faits

679. Constitution rapide d'éléments de preuve de faits périssables .....	409
680. Constats ou expertises ; rôle du référé .....	409

#### Section V. — Modernisation de la preuve

681. Avantages et inconvénients de la preuve par écrit .....	410
682. Modifications modernes de l'écriture .....	410

683. Enregistrements sonores et visuels .....	411
684. Les copies mécaniques .....	411
685. Limites et inconvénients de la mécanisation de la preuve .....	411
<b>Section VI. — La preuve et le juge</b>	
686. La conviction personnelle du juge .....	412
687. Le juge et l'expert .....	412
688. Valeur et limite des appréciations techniques .....	413

## CINQUIÈME PARTIE LES ACCIDENTS DES AFFAIRES

### CHAPITRE I LITIGES ET PROCÈS EN AFFAIRES

689. Le litige accident des affaires .....	417
<b>Section I. — Les voies transactionnelles ou arbitrales de solution de litiges</b>	
690. La transaction .....	418
691. La clause compromissoire .....	419
692. L'arbitrage .....	419
<b>Section II. — Le comportement de l'homme d'affaires dans le procès</b>	
693. Ses difficultés .....	421
694. Le problème de la compétence .....	422
695. Suite : la compétence du président du tribunal et, spécialement, des juges de référé .....	422
696. Suite : la compétence des juridictions criminelles .....	423
697. L'introduction du procès .....	423
698. Les conclusions .....	424
699. Les mesures d'instruction .....	424
700. Les débats .....	424
701. La sentence juridictionnelle .....	425

### CHAPITRE II LA RESPONSABILITÉ CIVILE EN AFFAIRES

702. Caractère et importance .....	426
<b>Section I. — La responsabilité contractuelle : aspect juridique de l'infidélité en affaires</b>	
703. Vue générale .....	427
§ 1. — <i>Conditions de la responsabilité contractuelle</i>	
704. En l'absence de clause exceptionnelle .....	427
705. Clauses modificatives de la responsabilité contractuelle .....	428

§ 2. — *Conséquences de la responsabilité contractuelle*

706. Limitation relative de cette responsabilité aux parties .....	429
707. Les deux domaines distincts de la responsabilité contractuelle et de la responsabilité délictuelle .....	430
708. Causalité du dommage réparable .....	430
709. Réparation due .....	431
710. L'astreinte .....	431
711. Mode et calcul de la réparation .....	431

§ 3. — *La résolution des contrats aux torts et griefs du débiteur défaillant*

712. Mécanisme de la résolution .....	432
713. Caractère subsidiaire de la résolution .....	433
714. La clause de résolution de plein droit .....	433
715. Les cas de résolution automatique légale .....	433

**Section II. — La responsabilité délictuelle et quasi-délictuelle des entreprises**

§ 1. — *La responsabilité née d'une faute autre que la violation d'un contrat*

716. La responsabilité attachée à la faute .....	434
717. La faute et les règlements imposés aux entreprises .....	435
718. La responsabilité consécutive à une abstention .....	435
719. La responsabilité née de la violation des obligations de voisinage .....	436

§ 2. — *La responsabilité du fait des choses, spécialement dans une entreprise*

720. La responsabilité générale du fait des choses, et l'entreprise .....	436
721. Choses engageant la responsabilité du gardien .....	437
722. Détermination du responsable .....	437
723. Conditions d'existence de la responsabilité du fait des choses .....	438

§ 3. — *La responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle du fait des préposés, spécialement dans l'entreprise*

724. L'importance de la responsabilité du commettant dans les affaires .....	438
725. Nécessité d'une faute du préposé .....	439
726. Détermination du commettant .....	439
727. Le commettant ne répond quasi-délictuellement que de fautes se rattachant à l'exercice des fonctions du préposé .....	439

§ 4. — *Le risque professionnel et la Sécurité sociale*

727 bis. Risque professionnel .....	440
727 ter. Responsabilité et Sécurité sociale .....	440

§ 5. — *La responsabilité civile et les personnes publiques*

727 quater. Responsabilité pour faute .....	441
727 quinquies. Responsabilité sans faute établie .....	442

**Section III. — La responsabilité pénale en affaires et ses conséquences civiles**

728. L'entreprise ne peut elle-même encourir une responsabilité pénale .....	442
729. La responsabilité civile encourue par une entreprise, du fait de la responsabilité pénale de ses agents .....	442
730. Les rapports de l'action civile et de l'action publique .....	443

## CHAPITRE III

## L'ASSURANCE ET LES AFFAIRES

731. La nature et l'intérêt de l'assurance dans le droit des affaires .....	444
---	-----

**Section I. — Les entreprises d'assurances**

732. L'organisation d'un contrôle d'État .....	445
733. Les organes de contrôle .....	446
734. Le régime respectif des sociétés d'assurances par actions, et des mutuelles .....	446
735. Le contrôle financier et les réserves des entreprises d'assurances .....	447
736. Le contrôle des contrats .....	448
737. Liaison entre assureurs et réassurance .....	449
738. Le personnel spécialisé des assurances .....	449

**Section II. — Le contrat d'assurance**

739. Éléments du contrat .....	451
740. Caractères des obligations résultant du contrat .....	451
741. Conclusion, modifications et preuve du contrat .....	452
742. Durée et transmission du contrat .....	453
742 bis. Prescription extinctive .....	453
743. Limitations de risques et déchéances .....	453
744. Le sinistre et sa réparation .....	454
745. Assurance de dommages et assurance de personnes .....	455

**Section III. — Assurances de dommages***§ 1. — Les assurances de choses*

746. Interférence des assurances de choses et des assurances de responsabilité .....	455
747. La règle proportionnelle .....	456
748. Les assurances-incendie .....	456

*§ 2. — Les assurances de responsabilité*

749. Importance et fonction sociale .....	457
750. Les dommages couverts et la clause de direction du procès .....	458
751. Le cas particulier de l'assurance de responsabilité automobile .....	458

*§ 3. — Autres assurances*

752. Les assurances-crédit .....	459
753. Assurances diverses .....	459

**Section IV. — Assurances de personnes**

754. Difficulté des clauses d'échelle mobile .....	460
755. Assurance accidents et maladie .....	460
756. L'assurance-vie et ses variétés .....	460
757. L'assurance-vie en tant que stipulation pour autrui et ses avantages en affaires ..	461
758. La négociabilité de la police .....	462
759. Faveurs fiscales à l'assurance-vie .....	462

## CHAPITRE IV

**LA DÉFAILLANCE FINANCIÈRE COLLECTIVE D'UNE ENTREPRISE  
RÈGLEMENT JUDICIAIRE OU LIQUIDATION DE BIENS — FAILLITE**

760. Le régime spécial de la défaillance des débiteurs commerciaux et des personnes morales .....	463
760 bis. Évolution économique-juridique .....	463

**Section I. — La cessation des paiements et les effets immédiats de sa constatation judiciaire**

761. La déclaration judiciaire de cessation de paiement .....	465
762. Le choix entre règlement judiciaire ou liquidation .....	465
763. Dessaisissement .....	466
764. Entrée en scène de la masse des créanciers .....	466
765. Égalisation des créanciers dans la masse .....	466
766. La vérification des créances et l'admission des créanciers dans la masse .....	467

**Section II. — Le dégagement et la réalisation des éléments financiers de l'entreprise défallante**

766 bis. Bilan et contentieux .....	468
767. Anéantissement des actes de la période suspecte .....	468
768. Le sort des autres contrats en cours .....	468
769. Les opérations faites au nom de la masse, et la situation des créanciers de la masse .....	469
770. L'élimination ou l'amoindrissement de certains droits existant contre le défallant .....	469
771. Le jeu des sûretés réelles .....	470

**Section III. — Les issues de la faillite ou du règlement judiciaire**

772. But poursuivi .....	471
--------------------------	-----

**§ 1. — Concordat**

773. Nature du concordat .....	471
774. Éléments du concordat .....	472
775. Vote du concordat .....	472
776. Effet du concordat .....	473

**§ 2. — Liquidation des biens**

777. Procédure .....	473
778. Clôture pour insuffisance d'actif .....	474

**§ 3. — Sanctions personnelles de la faillite**

779. Cas de défaillance d'une personne morale .....	474
779 bis. Faillite personnelle et banqueroute .....	474

## SIXIÈME PARTIE

## L'INTERNATIONALISATION DES AFFAIRES

## CHAPITRE I

QUELQUES OBSERVATIONS JURIDIQUES  
SUR LES AFFAIRES INTERNATIONALES

780. Complexité juridique .....	479
---------------------------------	-----

**Section I. — Les cocontractants étrangers**

781. Affaires avec des particuliers étrangers .....	480
782. Affaires avec des sociétés .....	480
783. Affaires avec une personne publique étrangère .....	481
783 bis. Lois applicables à vos personnes à l'étranger .....	481

**Section II. — Lois applicables à vos affaires**

784. Autonomie de la volonté .....	481
785. Lois impératives ou prohibitives s'imposant à vos affaires internationales et à vos biens .....	482
785 bis. Lois fiscales et lois d'États fédérés .....	482
786. Systèmes nationaux de conflits des lois .....	482
787. Formes de vos contrats .....	483
788. Traités internationaux concernant vos affaires .....	483
789. La Convention de Rome et la Communauté européenne .....	484

**Section III. — Quels tribunaux jugeront vos affaires internationales ?**

790. Clauses attributives de compétence judiciaire ou arbitrale .....	484
791. Privilèges nationaux de juridiction .....	485
792. Droit commun international de la compétence judiciaire .....	485
793. Exécution, dans un pays, de jugements étrangers .....	486
794. Conflits entre les juridictions de plusieurs pays revendiquant leur compétence pour une même affaire .....	486

**Section IV. — La monnaie, la banque et le fisc dans les affaires internationales**

795. Les différentes devises et les problèmes des changes .....	486
796. La jurisprudence judiciaire sur les règlements internationaux .....	487
797. Le contrôle des changes .....	487
797 bis. Les impôts étrangers et les conventions fiscales .....	488

## CHAPITRE II

## LES AFFAIRES INTERNATIONALES DANS LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

## Section I. — La volonté de créer un Marché commun

798. Programme tracé .....	489
799. La liberté à l'intérieur de la Communauté Économique Européenne .....	490
799 bis. L'aspect social de la Communauté .....	490
800. La politique d'orientation autoritaire des libertés communautaires .....	490
801. L'exemple difficile de l'Agriculture .....	491
802. Les étapes de la réalisation du Marché commun et sa place à l'égard d'autres marchés .....	492

## Section II. — La construction juridique progressive de la communauté européenne

803. Les deux aspects du Traité de Rome : programme et engagement .....	492
804. L'union douanière .....	492
805. L'aménagement difficile de passerelles entre les bastions des souverainetés nationales .....	492
806. Le Marché Commun dans la diversité des monnaies .....	493
807. Effort nécessaire vers un statut juridique commun des biens et services négociés. .	493
808. Effort accompli vers une Justice commune .....	494
809. Coordination indispensable, dans un esprit communautaire, des impôts nationaux touchant les affaires internationales .....	494
810. Assouplissement, à l'esprit du Marché commun, de l'ordre public économique purement national des États membres .....	495

## Section III. — Organes de la Communauté économique

811. L'Assemblée .....	496
812. Le Conseil .....	496
813. La Commission .....	497
814. La Cour de Justice .....	498

## Section IV. — Les entreprises dans le jeu du Marché commun

815. Protection de la libre concurrence, et hostilité aux ententes qui la fausseraient ...	498
816. La concentration des entreprises ; surveillance des abus d'une position dominante	499
817. Le rôle des organes de la Communauté dans le contentieux de la concurrence ....	499
818. Application aux exclusivités internationales .....	500

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES .....	502
------------------------------	-----

INDEX ALPHABÉTIQUE .....	534
--------------------------	-----